Lettre de Pierre Mendès France à Jean Monnet (16 août 1954)

Légende: Dans cette lettre adressée à Jean Monnet, Pierre Mendès France, président du Conseil et ministre français des Affaires étrangères, décrit les difficultés de politique intérieure auxquelles il se trouve confronté quelques jours avant le vote de ratification du traité de la Communauté européenne de défense (CED) par l'Assemblée nationale française.

Source: Fondation Jean Monnet pour l'Europe, [s.l.]. Archives Jean Monnet. Fonds AMI. 26/2/14.

Copyright: (c) Fondation Jean Monnet pour l'Europe et Centre de recherches européennes, Lausanne

URL: http://www.cvce.eu/obj/lettre_de_pierre_mendes_france_a_jean_monnet_16_aout_1954-fr-d77e64f2-00e9-4099-a7f3-343fb40772ef.html

Date de dernière mise à jour: 14/05/2013

Lettre de Pierre Mendès France à Jean Monnet (Paris, 16 août 1954)

Mon cher Président et ami,

J'ai bien reçu votre lettre du 12 Août et je ne veux pas tarder à vous adresser tous mes souhaits de prompt rétablissement pour votre santé. Je vous envie de pouvoir prendre quelques semaines de repos dans cette période qui est pour moi si bouleversée.

J'ai bien lu ce que vous m'avez écrit au sujet du problème de l'unification européenne. Depuis longtemps je suis persuadé, moi aussi, qu'un effort dans ce sens doit être fait. Mais je suis obligé de tenir compte des réticences qui existent dans l'opinion publique et au Parlement. Je suis persuadé que la C.E.D. aurait été ratifiée aisément voici 12 ou 18 mois avec, peut-être, quelques modifications ou précautions peu graves. Il n'en est plus de même aujourd'hui; l'opinion publique a été très sensibilisée sur cette affaire.

On peut, d'ailleurs, discuter sur cette opinion publique, mais personne ne peut contester l'état d'esprit qui règne au Parlement. Là, qu'on le veuille ou non, existe une majorité très ardente contre la ratification. J'essaie de déterminer quelques hésitants, mais je suis bien peu aidé dans cette tâche ingrate qui me vaut de violentes critiques de part et d'autre.

Au surplus, les propositions russes récentes ont profondément porté. Beaucoup de Députés demandent qu'une conférence à quatre ait lieu avant toute décision de ratification. Il me semble, au contraire, que nous devrions amener l'Assemblée Nationale à prendre sa décision dès maintenant en première lecture, tout en faisant connaître que nous ne fermons pas la porte à des conversations internationales, si les circonstances permettent d'espérer que, cette fois, elles ne seront pas vaines, et si les Russes consentent enfin à des concessions substantielles qu'ils ont refusées jusque-là.

Si je ne puis dire cela, je serai balayé à l'Assemblée Nationale, et tous les espoirs européens du même coup. Je n'ai de chance de succès – encore ne suis-je pas sûr du tout de réussir – qu'à deux conditions :

1°) Il faut que nos cinq partenaires acceptent notre protocole d'application; je vous affirme que c'est le minimum au-delà duquel aucune issue parlementaire ne peut être sérieusement envisagée.

2°) Il faut que les Anglais et les Américains ne ferment pas la porte à une nouvelle conversation avec les Russes, et que ces derniers soient placés solennellement en face de leurs responsabilités.

Si ces deux conditions peuvent être remplies, je mènerai une bataille rude et incertaine, mais il y aura quelques possibilités de succès. Sinon, je vous le dis tout net, je ne parviendrai à rien, et nous nous trouverons dans une situation internationale désastreuse pour notre pays et pour tout l'Occident.

Avec mes vœux de prompt et complet rétablissement, je vous prie de croire, mon cher Président et ami, à mes sentiments les plus dévoués.